

Introduction

Laurent Bazin
Bernard Hours
Monique Selim

L'Ouzbékistan est l'une des républiques de l'URSS devenue indépendante en 1991 comme les autres républiques de l'Asie centrale et du Caucase qui constituent les parties non russes de l'ex-empire soviétique. Le pays s'est fait connaître mondialement par une réputation sinistre de tortures, de disparitions, d'écrasement de toute opposition sous les tirs de l'armée. État principal de l'Asie centrale avec le Kazakhstan, en termes démographiques, territoriaux et économiques. L'Ouzbékistan s'inscrit dans deux perspectives qu'il faut préciser, avant d'inviter le lecteur à pénétrer la société ouzbékistanaise actuelle qui fait l'objet de cet ouvrage.

Dans un premier contexte, global, l'Asie centrale est au cœur d'enjeux géopolitiques importants. Situés à la frontière de l'« Orient » et de l'« Occident », ces États sont pour plusieurs d'entre eux riches en énergies fossiles ou susceptibles de contribuer au passage et transit de gaz et de pétrole sur leurs territoires étendus. En outre ils sont géographiquement situés sur les bordures des foyers de l'islamisme dit terroriste. A ce titre, ils font figure de tampons ou de filtres contre ces mouvements craints en Occident mais aussi par la Russie et la Chine. Cette rente de situation est largement exploitée. Les ressources pétrolières dynamisent le régime au Kazakhstan. La lutte contre le terrorisme islamiste (réel ou fictif) sert à légitimer le pouvoir en Ouzbékistan.

Au début des années 1990, l'implosion de l'URSS semblait prédestiner ces États à devenir « démocratiques » et à tomber dans le giron libéral occidental suivant une transition annoncée. L'échec de l'ambition communiste universaliste

devait ouvrir la voie à une exportation de la démocratie occidentale, l'autre modèle universaliste durant la guerre froide. La voie semblait tracée d'autant plus que l'empire soviétique fut longtemps performant dans l'économie, la science, comme un large continent où circulaient hommes et richesses inspirés par un projet émancipateur inscrit sur des territoires immenses. L'internationalisme soviétique se présentait ainsi comme une valeur potentiellement globale. L'Asie centrale participait à un centre du monde bipolaire, avec toutes les républiques soviétiques. L'implosion d'un pôle n'a pourtant pas produit d'intégration dans le bloc occidental comme cela apparaît désormais après plus de quinze années postsoviétiques, dans des États autoritaires, nationalistes, plus ou moins fermés.

Le contexte régional montre en effet des États dotés de régimes présidentiels parfois dictatoriaux comme en Ouzbékistan, tous exposés à des enjeux analogues après la disparition de la tutelle soviétique. Les recherches menées soulignent la rémanence d'une partie de l'héritage soviétique et un postsoviétisme lourd en politique et dans certains secteurs économiques tels que l'agriculture. De nombreux États sont aux mains de présidents autoritaires et prédateurs du pouvoir et des ressources. C'est le prix, affirment-ils, d'une construction de l'État-nation en forme d'emphase sur l'« identité nationale », idéologie centrale de tels régimes.

La présence de nombreuses minorités, héritage des déplacements de populations sous l'URSS est un autre caractère partagé avec les risques de tensions qu'il comporte et les contestations de frontières. On assiste à la construction d'ethnocraties comme le soulignent Marlène Laruelle et Sébastien Peyrouse, qui ajoutent « ce discours figé sur l'État-nation se double de politiques d'ethnisation de la structure étatique, le fait identitaire jouant un rôle de hiérarchisation sociale de plus en plus important »¹.

Enfin, l'Asie centrale présente la particularité de réformes en trompe-l'œil, accaparées par l'appareil d'État, ou marginales (commerce de détail). Dans tous ces pays (Ouzbékistan, Kazakhstan, Turkménistan, Tadjikistan, Kirghizstan) prévaut à divers degrés, la fermeture politique et culturelle, le repli identitaire, le refus du multipartisme et de l'expression de la société civile.

A force d'avoir partagé la tutelle soviétique, et les régimes nationalistes autoritaires ultérieurs, plusieurs de ces États se sont engagés depuis 1996 dans une coopération régionale qui souligne, au-delà de leurs singularités, un destin commun scellé par l'héritage soviétique et une situation géopolitique au carrefour de plusieurs enjeux contemporains majeurs (énergie, « terrorisme »).

¹ Marlène LARUELLE et Sébastien PEYROUSE : *Asie Centrale, la dérive autoritaire. Cinq républiques entre héritage soviétique, dictature et islam*. Paris, CERI-Autrement, 2006, p 75

Formé le 26 avril 1996 à Shanghai, l'organisation de coopération de Shanghai (OSC) s'est constituée autour d'un traité de coopération et de sécurité régionale. Il réunissait la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan. Ce groupe des cinq est devenu le groupe des six en 2001 avec l'adhésion de l'Ouzbékistan. En 2004 la Mongolie a obtenu le rang d'observateur, de même que le Pakistan. L'Inde et l'Iran en 2005. Les États-Unis se sont vus refuser ce statut la même année.

L'entrée de l'Ouzbékistan dans l'OSC signale le début du basculement d'une position anti-russe dans les années 1990 à une attitude plus réservée à l'égard des États-Unis. En effet, l'Ouzbékistan avait rejoint en 1999 le GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie), manifestement pro-américain. Progressivement se dégage entre la Russie et la Chine une zone où les États-Unis et la démocratie occidentale ne sont pas bienvenus comme si les ouvertures escomptées après la fin de l'URSS laissaient place à un contexte régional où s'observe, comme en Ouzbékistan, l'exaltation des spécificités nationales contre l'Occident et la coopération avec tous les États autoritaires de la région, Chine et Russie en tête.

La région ainsi située, cet ouvrage aborde une société, celle de l'Ouzbékistan des années 2004-2006 à travers trois champs sociaux et socioprofessionnels particulièrement contrastés et représentatifs de la situation présente : celui des travailleurs migrants internes, celui des chercheurs de l'État, celui des ONG. Ces trois champs ont fait l'objet d'enquêtes ethnologiques de terrain qui montrent leurs caractères singuliers tout comme l'emprise étatique commune qui s'exerce sur eux. Le choix original de focaliser les regards sur des couches sociales différentes a permis de confronter leurs visions propres des transformations économiques, politiques et idéologiques du pays et corollairement d'apercevoir les changements notables en jeu dans la structure des classes sociales qui s'étaient forgées sous l'URSS.

Les travailleurs migrants à l'intérieur de l'Ouzbékistan font l'objet de la première partie. Contrairement aux migrants internationaux qui s'inscrivent dans des flux globaux ou en voie de globalisation, les ruraux qui migrent en ville illustrent la pauvreté des campagnes et le poids des « coutumes ouzbèkes », en particulier matrimoniales. Point d'émancipation donc mais la soumission aux règles familiales de la société rurale, enkystée, encerclée par le discours étatique sur l'identité nationale. Ces travailleurs ne sont plus des héros soviétiques d'un socialisme universel mais de jeunes hommes et femmes en quête de ressources pour fonder une famille ou la nourrir, à travers des migrations devenues

nécessaires pour revenir au village hors de toute protection et de dignité du travail et face à un univers borné par l'État.

Les chercheurs concentrés à l'académie des sciences ou dans les universités, appréhendés dans une seconde partie, gardent en mémoire leur dignité passée de producteurs de connaissances de portée universelle. C'est tout ce qui leur reste tant leur situation présente est misérable, en termes économiques aussi bien que de servitude idéologique forcée au discours de l'État. C'est ici l'universel qui a été « nationalisé » et enfermé dans les carcans de l'« identité nationale ».

Enfin dans une troisième partie, les enquêtes menées dans les ONG ouzbékistanaises et chez leurs bailleurs de fonds occidentaux font apparaître l'espoir d'ouverture qui a suivi l'indépendance, l'influence des agences occidentales publiques et privées qui, à force de développer un scénario de « transition démocratique » à vocation globale sans rapport avec la société réelle, a produit son propre rejet et la quasi-interruption des activités des ONG depuis 2006. La reprise en main des ONG par l'État signale un phénomène général en Asie centrale aussi bien qu'en Russie.

Entre l'académie des sciences et les ONG, les liens sont nombreux. Une partie des chercheurs en sciences sociales de l'académie des sciences s'est en effet tournée vers les ONG en quête de ressources financières et d'ouverture intellectuelle. D'autre part l'interconnaissance au sein de l'élite intellectuelle est notable : forgée après la révolution de 1917 autour des institutions scientifiques soviétiques, elle s'est intensifiée avec les alliances entre lignées de chercheurs de différentes disciplines. Le sentiment d'appartenir à une classe supérieure par son capital cognitif et culturel — en dépit de son appauvrissement — domine dans ce milieu social qui maintient intérieurement ses distances avec les couches laborieuses de la population, dont le manque d'éducation est stigmatisé.

Les trois champs sociaux étudiés montrent donc la conservation d'une rupture de classe entre intellectuels et travailleurs manuels, en dépit du fait que les seconds peuvent disposer aujourd'hui de rémunérations supérieures aux premiers inversement à la situation antérieure sous l'URSS. Ces représentations qui perdurent témoignent des hiérarchisations en jeu à l'époque soviétique et de la faiblesse de l'idéologie valorisant la classe ouvrière. Précarité et misère s'observent dans les trois champs sociaux concernés par cet ouvrage, mais tous placés sous le joug de l'idéologie de l'identité nationale et condamnés au repli, voire à la fermeture. Dans ces trois univers que tous, chacun dans le sien, veulent fuir, ailleurs, à l'étranger, on constate les effets rémanents de la dissolution de l'URSS et une articulation au monde global bloqué par l'État.

L'idéologie de l'identité nationale se présente, en Ouzbékistan comme ailleurs, comme l'antithèse d'un universalisme apte à favoriser une insertion dans des dynamiques globales. Si, dans d'autres contextes, sa progression accompagne l'avancée des idéologies du marché et leur mise en œuvre dans l'économie², elle apparaît en Ouzbékistan au contraire sous un jour plus cru encore, comme une rhétorique cherchant à masquer l'ampleur de l'échec d'une politique de refus des réformes libérale, amplifiant la marginalisation économique consécutive à la désintégration du système économique soviétique. L'idéologie de l'identité nationale est en effet devenue en Ouzbékistan l'idéologie étatique officielle, remplaçant le communisme. En son nom l'étranger est construit en ennemi, et les citoyens non ouzbeks en minorités nationales, plus ou moins considérées comme étrangères. L'appropriation relative par les acteurs de cette idéologie de l'identité nationale exaltée est observée dans les trois milieux abordés, soumis malgré leur visible diversité à une même dictature et à une terreur partagée.

Dans chaque cas, nous avons voulu comprendre en anthropologues comment les acteurs faisaient face à un appauvrissement réel, conséquence de l'effondrement économique du pays et à une oppression politique croissante, les enfermant et les isolant du monde extérieur. Dans cette configuration ressentie par tous comme une tragédie commune, rapprochant les couches sociales, le travail est devenu une quête quotidienne de ressources et l'avenir est empreint d'incertitudes. Les résonances politiques et économiques de cette situation sont néanmoins singulières selon le capital social et symbolique des familles et des lignées et l'une des ambitions de cet ouvrage est de mettre en lumière comment les sujets font preuve de toute une gamme de réponses et de mobilisations personnelles et collectives. Ainsi, deux topos centraux illustrent la variété des logiques observées. La peur de l'État est plus ou moins énonçable et/ou intériorisée. L'injonction identitaire — soit la pression du régime pour que chacun s'identifie à la grandeur de la « civilisation ouzbèke » — rencontre une adhésion relative presque inconsciente ou suscite la répulsion en regard de la normalisation imposée. Ces deux dernières attitudes ne sont d'ailleurs en aucune façon exclusives l'une de l'autre et coexistent avec le développement d'un sentiment aigu de déclin politique et économique, nourrissant le développement d'une image de soi particulièrement négative, comme la face sombre de l'« identité nationale ». Les acteurs des trois

² Voir *Journal des anthropologues*, Identités nationales d'État, n° hors-série, 2007. Dans ce numéro : Laurent BAZIN, Robert GIBB, Monique SELIM : « Nationalisation et étatisation des identités dans le monde contemporain », p. 7-35

couches sociales étudiées partagent, chacun à leur manière, le sentiment d'une situation d'écrasement et d'enlèvement qui alimente un désir de fuite.

La dialectique entre ouverture et fermeture apparaît très structurante en Ouzbékistan comme dans toute l'Asie centrale, tout comme semble pertinente l'opposition entre universalité et identité pour lire le destin présent de ces pays frappés par une même histoire passée et actuelle, en décalage complet par rapport aux processus globaux à l'œuvre aujourd'hui.

Dans cette configuration générale relativement bien cernée, les travaux sur la société ouzbékistanaise et la nature de la crise qui la frappe sont peu nombreux. C'est ce qui justifie le regard ethnologique porté par les auteurs sur les trois champs sociaux, travailleurs, chercheurs, personnel d'ONG, qui permettent d'analyser une société terrassée par son histoire, son régime, son identité et forcée de devenir une nation, fut-elle malheureuse. Quelles que soient les attitudes adoptées, les mariages cristallisent une certaine homogénéisation et égalisation de ces groupes sociaux, en suivant la prescription endogamique et en renforçant la domination sur les femmes par les unions forcées et la mise au service des brus. Dans cette optique la vie dite privée est devenue un acte public d'allégeance au dogme de l'État, faisant travailler ses petits serviteurs intellectuels à l'édification d'une essence ouzbèke purifiée de sa subordination russo-soviétique.

Proposant une anthropologie économique et politique de l'Ouzbékistan présent, cet ouvrage – en comparant des fractions sociales différentes dans lesquelles les anthropologues se sont impliqués – invite aussi à une réflexion épistémologique sur les modes d'investigation et de production de la connaissance en ethnologie. Les relations nouées avec les acteurs ont leur dynamique et leur profil spécifiques selon la nature de leur groupe social d'appartenance. Elles sont plus ou moins traversées et/ou opacifiées par la figure de l'étranger et la menace que projette le gouvernement sur ce personnage. Enfin l'imposition politique constitue un cadre d'interprétation inéquivoque. Chacun des auteurs s'est efforcé de restituer l'atmosphère souvent lourde des enquêtes.

Cette plongée dans l'univers, supposé lointain, de l'Ouzbékistan convoque dans le même moment à un retour réflexif sur des situations proches où la thématique générale de l'identité nationale a été promue par des États aux régimes différents. En particulier la dimension explicite ou latente d'exclusion et d'allophobie que l'affirmation étatique de l'identité nationale comporte se révèle clairement à la lumière de l'exemple de l'Ouzbékistan tout comme les processus sourds de pénétration d'une « identité nationale » politiquement formatée. Ainsi, loin d'éloigner le lecteur de ses préoccupations citoyennes, ce détour ethnologique

entraîne un regard critique sur sa propre société et les transformations qui affectent les rapports à une altérité imaginée et construite.

La production de l'étranger prend selon les situations des visages divers et se traduit dans l'émergence de gammes linguistiques de différenciation, qui méritent d'être confrontés à la codification soviétique des « nationalités ». Instituées dans les années 1920-30 par la politique stalinienne des nationalités, celles-ci étaient appelées à l'égalisation. Rappelons brièvement pour le lecteur français que le terme « nationalité » (russe : *natsionalnost* ; ouzbek : *millat*) recouvrait une catégorie administrative et politique supposée reconnaître les appartenances multiples des citoyens de l'Union des Républiques Socialistes Soviétique. La « nationalité » était inscrite dans l'état civil et dans le passeport, en plus de la citoyenneté soviétique « supranationale ». Elle demeurait une catégorie relativement malléable et répondait à un ensemble de paramètres parmi lesquels, pour n'en citer que quelques-uns, la république de naissance, l'origine déclarée officiellement par chacun des parents, les usages de domination masculine s'appliquant dans la transmission paternelle, mais aussi des stratégies personnelles de déclaration liées aux enjeux politiques du moment. Aujourd'hui, en Ouzbékistan comme dans la plupart des autres républiques de l'ex-URSS, la mention de la « nationalité » demeure inscrite dans le passeport, en plus de la citoyenneté ouzbékistanaise. L'« identité nationale » ouzbèke étant désormais un axe idéologique central du nouvel État postsoviétique, la « nationalité » et l'origine « nationale » des citoyens sont elles-mêmes devenues des enjeux décisifs de catégorisation et leurs manipulations en sont à la fois plus cruciales et plus ardues. Aujourd'hui en effet, la domination ouzbèke ferme toute voie d'ascension sociale à ceux qui ne peuvent se réclamer de l'appartenance ouzbèke, dans les espaces politiques, administratifs et étatiques.

La cartographie actuelle des rapports entre nationalité, origine et citoyenneté en Ouzbékistan nourrit et enrichit ainsi, par la spécificité des matériaux qu'elle offre, les perspectives d'analyse générale sur les rapports entre globalisation et identitarismes qui structurent les mondes contemporains, instillant partout de multiples fractures. Elle éclaire enfin des zones d'échec des tentatives de « gouvernance mondiale » que promeut le capitalisme globalisé.

*

Avertissement : à propos de la langue ouzbèke

La langue ouzbèke a connu plusieurs modifications de son écriture au cours de 20^e siècle. Initialement écrite en caractères arabes, elle est passée aux caractères latins en 1928, puis au cyrillique en 1940. Après l'indépendance survenue en 1991, l'État ouzbékistanais a décidé de revenir à l'alphabet latin, en 1992 puis en 1995 avec l'adoption définitive d'un alphabet sans signes diacritiques. L'écriture cyrillique demeure en fait la plus usitée, même dans les documents officiels et parmi les générations les plus jeunes, supposées avoir suivi toute leur scolarité avec les caractères latins. L'écriture latine étant à peine stabilisée, il règne une certaine confusion, y compris parmi les intellectuels ouzbeks ou dans les ouvrages scientifiques qui conservent parfois l'habitude des transcriptions en cyrillique et/ou depuis la langue russe.

Les mots ouzbeks utilisés dans cet ouvrage sont écrits dans leur forme latine actuelle. Nous avons utilisé comme référence le *Nouveau dictionnaire ouzbek-français* édité par l'Institut français d'étude de l'Asie centrale (IFEAC) en 2004. La prononciation des lettres est indiquée dans le tableau de la page suivante.

Alphabet ouzbek et prononciation

Lettre	Valeur si différente du français
A	a
B	b
D	d
E	é comme dans <i>blé</i>
F	f
G	g toujours dur comme <i>garder, gui</i>
H	h aspiré comme dans l'anglais <i>hat, home</i>
I	i
J	'dj' comme dans <i>jazz, gin</i>
K	k
L	l
M	m
N	n
O	o
P	p
Q	Correspondant au son [q] de l'alphabet phonétique international, ou la lettre arabe ق (qâf). Le son ressemble à un 'k' prononcé au fond de la gorge
R	r roulé comme en espagnol
S	s n'a jamais le son 'z' du français
T	t
U	'ou' français de <i>gourou</i>
V	v
X	Correspondant à la jota espagnole ou au son souvent écrit en français 'kh', notamment des transcriptions françaises de la lettre cyrillique x ³ .
Y	y français de <i>yeux</i>
Z	z
O'	Correspondant au groupe français 'eu' ou 'œu' de <i>jeûne, eux</i> ou <i>œufs</i> ⁴
G'	r grasseyé français dans <i>rat</i> ; cette sonorité est souvent transcrite 'gh' comme pour <i>Ferghana</i> [ouzbek <i>Farg'ona</i>]
SH	'ch' français de <i>chèvre</i> ou 'sh' anglais de <i>shoe</i>
CH	'tch' français de <i>tchatche</i> ou 'ch' anglais de <i>cheese</i>

³ Il en va ainsi par exemple du mot *khan* [ouzbek *xon*] : la ville de *Boukhara* s'écrit en ouzbek *Buxoro*, et la province de *Sourxondaryo* est transcrite en français *Sourkhandaria*. La prononciation du X est en principe plus dure que le H, mais les deux lettres sont très proches et les Ouzbeks font souvent la confusion entre les deux. Les fautes d'orthographe sont très fréquentes, par exemple on trouve écrit *mexmonhona* au lieu de *nehmonxona* [hôtel].

⁴ Remarque : la prononciation varie selon les régions entre le 'o' fermé et le 'ou' du français. Le 'o' ouzbek est généralement traduit par le son 'ou' en russe et dans les autres langues : *o'zbek* => *ouzbek*.

Carte d'Ouzbékistan



Bazin L., Hours Bernard, Selim Monique (2009)

Introduction

In : Bazin L. (ed.), Hours Bernard (ed.), Selim Monique (ed.). *L'Ouzbékistan à l'ère de l'identité nationale : travail, science, ONG*

Paris : L'Harmattan, p. 9-18. (Anthropologie Critique)

ISBN 978-2-296-07857-4

ISSN 1292-4474